

Les Lettres de mon Château

PAR MAZARIN

Depuis son arrivée à l'Élysée, Jacques Chirac a beaucoup écrit et reçu de nombreuses lettres. Tout le monde s'adresse à lui : ses amis, ses ennemis, ses proches comme ses adversaires. Un de ses fidèles, homme de l'ombre et de pouvoir comme l'était Mazarin, a compilé cette correspondance historique.

18.- De Jean-Claude Trichet à Alain Madelin

Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances,

J'espère que vous ne tiendrez pas rigueur au bien modeste gouverneur de la Banque de France que je suis d'oser prendre la plume comme j'aime le faire parfois pour vous livrer une partie de mes convictions intimes et personnelles. Il m'en coûte de le faire, car il me faut violenter mon caractère réservé et ma nature timide. Remarquez qu'il m'est arrivé de le faire pour certaines grandes occasions. J'ai ainsi eu l'insigne honneur de correspondre avec notre président de la République avant même qu'il ne soit élu. Peut-être vous souvenez-vous que c'est moi qui ai pris l'initiative de cet échange. J'avais été tellement scandalisé par le mauvais procès qui lui avait été fait sur ses convictions en matière monétaire. J'ai voulu lui apporter la caution de mon autorité en la matière. J'aurais pu le lui faire savoir par téléphone, je n'ai pas voulu. Il fallait un écrit parce que, ainsi, il y avait une trace irréfutable de mon engagement à ses côtés. Je vous prie cependant de croire, Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances, que cet acte de bravoure m'a valu bien des désagréments. D'abord, je n'avais pas prévu que le président devrait céder à l'insistance grossière des journalistes en mal de scoop. Ils ont donc obligé le futur président Chirac à faire état publiquement de ma lettre. Un comble ! C'est que Jacques Chirac en a été personnellement extrêmement blessé. Quant à moi, j'ai dû essuyer l'ire d'Edouard Balladur et de ses collaborateurs. Si vous saviez ce que j'ai pris. Ils n'avaient pas de mots assez durs. J'étais soi-disant un lâche. Moi, un lâche ? On aura vraiment tout entendu. Peu importe d'ailleurs, je n'ai fait que payer le prix de mon devoir et même s'il fut élevé je me devais de l'assumer.

Voyez-vous, je m'autorise ces quelques confidences qui pourraient passer pour de l'épanchement parce que nos premières semaines de travail en commun ont laissé entrevoir l'étendue de notre complicité. Si vous saviez ce que cela a pu me faire plaisir. J'espère que vous ne me tiendrez pas rigueur si je vous dis que quelques-uns autour de moi avaient des craintes. Moi-même, je n'en ai jamais eu. Je sais depuis longtemps qu'il ne faut tenir aucun compte de ce qui est écrit dans les journaux. Et, que voulez-vous, je ne peux exiger de tout le monde qu'ils aient mon expérience et d'une certaine manière ma capacité de recul... Savez-vous qu'il s'est trouvé quelques observateurs ou prétendus tels pour affirmer que vos convictions vous rangeaient dans le camp des libéraux les plus extrémistes ? J'admets bien volontiers que ces propos avaient quelque chose de diffamatoire et, en tout cas, de parfaitement déplacé. Mais ce n'est pas



tout. Car les plus enragés contre votre personne allaient jusqu'à inventer la fable de bien mauvais goût selon laquelle vous seriez partisan de la dévaluation. J'ai même entendu affirmer, il est vrai dans un cercle éloigné du pouvoir, que, si vous deveniez ministre des Finances, vous souhaiteriez couper dans les dépenses de l'Etat et de la Sécurité sociale afin de pouvoir diminuer très sensiblement le poids des prélèvements obligatoires. Vous le voyez, tout cela n'était qu'un tissu de calomnies et j'ai même des scrupules de me faire l'écho de ces ragots de ruisseau. Cependant, la rumeur courant et persistant, je ne saurais trop me féliciter de vous avoir vu prendre les devants avec une telle détermination. La meilleure façon de réagir et de couper court aux rumeurs, c'était d'agir. De ce point de vue, vous avez pris les bonnes décisions en ayant l'intelligence d'augmenter la TVA, l'impôt sur la fortune et même l'impôt sur les bénéfices des

entreprises. Au moins, ainsi, vous voilà « flanc-gardé », on ne pourra plus vous accuser aussi sottement de vouloir brader les dépenses de l'Etat en baissant inconsiderément les impôts des Français. Il faut savoir mettre de temps à autre les points sur les « i ». Je ne saurais trop vous encourager à récidiver avec la CSG qu'il serait de très bon ton d'augmenter également à l'automne.

Si vous me le permettez, je me risquerai même à vous dire que, dans votre ardeur à convaincre, dans votre foi à défendre l'orthodoxie budgétaire la plus intransigeante, il me semble que vous prenez parfois les choses avec une trop grande rigueur. Voyez-vous, la définition d'une politique économique nécessite des adaptations au jour le jour. Il y faut une bonne dose de pragmatisme. Je vois bien ce que mes propos peuvent avoir de décevant pour un homme de convictions comme vous. Je sens bien que je

joue à contre-emploi en vous demandant de ne pas trop en faire s'agissant de la réduction des déficits ou de la valeur de notre monnaie. Mais je suis si attaché à la réussite du gouvernement que je préfère me permettre de vous mettre en garde contre une trop grande sévérité de votre part.

Si vous me permettez un dernier compliment, je puis vous dire que, à Bercy, tout le monde est très content de vous. J'étais hier au dîner mensuel de l'Association des inspecteurs généraux des finances, tous étaient unanimes à louer votre si grande fermeté. Figurez-vous même que les plus enthousiastes sont prêts à vous nommer membre d'honneur. Je vous engage vivement à accepter. Je tiens ce cercle pour l'un des plus fermés, donc des mieux fréquentés de France. Vous êtes le premier des ministres de Bercy à qui une proposition aussi flatteuse est présentée. Elle n'est finalement que le reflet de la liesse véritable et sincère qu'éprouvent les fonctionnaires de Bercy à être si bien représentés et surtout si bien entendus. Rarement, ils ont pu compter sur un ministre qui tient autant compte de leurs préoccupations et de leurs propositions. Même la section socialiste du ministère est heureuse de vous voir ainsi accuser les patrons jour après jour.

Face à ce concert de louanges, que pèse la récrimination de quelques dizaines de parlementaires grincheux de la majorité. Ils vous accusent d'avoir adopté la pensée unique, ils aimeraient bien pouvoir le faire, eux qui n'ont aucune pensée ! Oui, vraiment, ne vous en faites pas, Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances, nous avons raison. J'ai eu raison avant tout le monde. Et vous n'avez pas eu tort de rejoindre mes positions si anciennes. D'ailleurs, si vous le voulez bien, je continuerai à vous préparer et à vous rédiger tous vos discours. Je pourrai même m'occuper de vos communiqués ainsi que des interventions de vos deux secrétaires d'Etat. Ainsi, nous serions certains qu'il n'y aurait aucune dérive idéologique possible. La politique économique, budgétaire et monétaire de la France serait en d'excellentes mains : les nôtres.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances, en l'assurance de mes sentiments extrêmement dévoués et très reconnaissants pour votre action décisive au service de la pensée unique.

Votre,

Jean-Claude Trichet

Monsieur le Gouverneur et cher Jean-Claude,

Pourquoi vous dissimulerai-je que votre lettre m'a procuré un réel plaisir. Enfin, voici que mes talents et ma personne se trouvent enfin reconnus. Je vous l'avouerai bien volontiers, j'avais été mortifié par les critiques si injustes et déplacées de la toute petite troupe des balladuriens qui prétendaient alors que ma seule présence aux Finances aurait pu mettre le franc en danger. Quel déshonneur, quelle attitude méprisante, alors que cela faisait au moins six mois que je n'avais plus parlé de la nécessité de la dévaluation. Un véritable procès stalinien. Penser une seconde que j'aurais pu souhaiter un décrochage monétaire était une injure. Certes, je reconnais bien volontiers avoir eu cette tentation, mais c'était il y a au moins un an. Et je n'ai défendu cette stratégie que durant une toute petite dizaine d'années. C'était vous dire l'extraordinaire mauvaise foi de ceux qui entendaient se servir de cet argument contre moi. Décidément, je ne me ferai jamais complètement à la politique et à ses mœurs de voyous. Regardez où en est le franc depuis que je suis à Bercy : 12 centimes de mieux depuis que Balladur a été battu. Ah, je la surveille notre monnaie, on peut même dire que je la couve. Je me suis fait installer dans mon bureau un ordinateur qui me donne seconde par seconde le cours de

notre monnaie. Si vous saviez comme je m'en inquiète. Je voulais vous remercier pour les graphiques qui étaient joints à votre lettre. Je les ai placardés dans ma chambre afin de mieux être en mesure de les apprendre par cœur. Croyez bien que je suis décidé à savoir mes leçons comme jamais. Car j'en ai des choses à me faire pardonner auprès de vous. Comment ai-je pu critiquer un homme de votre dimension. Je n'en reviens pas d'une telle erreur de jugement de ma part. Peu importe le passé. Finalement, j'ai bien l'intention de rattraper le temps perdu. L'importance des déficits laissés par le gouvernement Balladur m'impressionne. Comment ont-ils pu dépenser autant et surtout si mal ? On me dit que j'étais membre de ce gouvernement. Je ne le conteste pas, mais on m'avait attribué un poste de si petite importance et je comptais si peu que ma part de responsabilité était à l'aune de mes responsabilités d'alors, c'est-à-dire proche du néant. Et puis Balladur ne m'a jamais fait confiance. Il craignait mes idées en matière économique et monétaire. Le naïf, il pensait sans doute que je conserverais les mêmes une fois en charge de véritables responsabilités. C'était bien mal me connaître. Croyez-moi bien, Monsieur le Gouverneur, que j'ai fort à faire et que votre soutien m'est

précieux. Il m'arrive de me sentir bien seul face à tous ces ministres qui n'ont qu'une seule idée en tête : dépenser toujours davantage. Le pire, c'est Charles Millon. Il veut toujours plus d'argent pour ce qu'il croit être ses militaires. Si seulement il savait ce qu'ils disent de lui, cela le calmerait. Et puis il y a toutes ces femmes, si seulement vous connaissiez mon calvaire avec elles. Mais quelle idée a bien pu avoir le président de nous imposer toutes ces tourterelles. Non seulement elles n'y connaissent rien, mais en plus elles croient savoir. Si on laissait faire la Codaccioni, elle nous doublerait les dépenses de la Sécurité sociale avant même que nous ayons pu dire ouf ! Une véritable hérésie. Et encore, si je pouvais compter sur le Premier ministre. Ne lui répétez surtout pas, mais je crains que lui non plus ne soit pas mobilisé autant que nous par le franc fort. Figurez-vous qu'il s'est mis en tête de tenir les promesses du candidat Chirac. Même si nous devions les tenir, dix budgets n'y suffiraient pas. C'est une folie. Je suis attaché à la défense du Trésor de la France où il ne reste d'ailleurs plus grand-chose et je dois subir des attaques de toutes parts. Voyez-vous, il m'arrive de regretter le temps où je n'étais que ministre des commerçants. Il me suffisait de promettre des baisses d'impôts et de charges et cela les calmait.

Maintenant, il faut leur faire passer la pilule des augmentations. Je vous prie de croire que cela n'est pas une partie de plaisir.

Finalement, ce qui compte le plus dans la vie politique, c'est de savoir s'entourer. J'ai perdu trop de temps, d'abord avec François Léotard et Gérard Longuet, cela ne m'a valu que des ennuis et, de surcroît, le débat d'idées ne les a jamais intéressés. D'ailleurs, ils n'en ont jamais eu la moindre. Puis je me suis étourdi avec des prétendus intellectuels comme Pascal Salin, ou pire Guy Sorman. Je vous jure que cette époque est définitivement révolue. Aujourd'hui, je veux être digne de mes ancêtres dans la fonction. Antoine Pinay sera désormais ma référence. Je m'en servirai d'inspirateur et de guide. Quant à vous, Monsieur le Gouverneur et cher Jean-Claude, je souhaite que votre vigilance s'exerce sur moi sans aucune indulgence. Hélas ! je sais que je suis capable d'une mauvaise rechute. Je compte sur vous pour m'éviter ce piètre spectacle en me gardant sur la seule bonne route, celle de l'orthodoxie.

Votre serviteur et votre fidèle élève,

Alain Madelin